

La France pourrait supprimer le férié du 8 mai



A VOTRE SANTÉ

## Réchauffement climatique et grossesses ne font pas bon ménage!

Le climat change, à l'échelle mondiale et en Suisse. De nombreux indicateurs le prouvent de manière impressionnante et sans équivoque. Les températures et le niveau des mers augmentent, les masses de glace fondent, le cycle de l'eau se modifie, le permafrost dégèle et les écosystèmes se dérèglent. C'est l'Office fédéral de météorologie et climatologie qui nous le rappelle. Il poursuit: «Le changement climatique observé est presque entièrement dû à l'émission de gaz à effet de serre par les activités humaines!». Et puis quoi?

On a pris conscience du risque des canicules pour les seniors à la suite d'une surmortalité évidente à l'été 2003 - il y a plus de vingt ans déjà! - et des «plans canicules» ont été mis en place un peu partout, orientés sur une prévention secondaire individuelle<sup>2</sup>. Mais les seniors ne sont pas les seules personnes vulnérables.

Une étude de revue systématique publiée en 2023<sup>3</sup> a mis en évidence que l'exposition à la chaleur peut entraîner de nombreux effets néfastes pour les femmes enceintes et les nouveau-nés. On sait, nous dit cette revue de littérature scientifique, que, «pendant la grossesse, des changements physiologiques normaux, tels qu'une sensibilité hormonale accrue et des changements dans la circulation sanguine et dans le volume sanguin, peuvent réduire la capacité d'une personne enceinte à réguler sa température corporelle, augmentant ainsi sa sensibilité aux effets néfastes de la chaleur sur la santé. L'exposition à la chaleur peut entraîner une élévation de la température corporelle centrale et du pouls maternel, ce qui peut entraîner une tachycardie du



BERNARD BOREL\*

rythme cardiaque fœtal et déclencher des contractions utérines. La grossesse augmente le volume sanguin et les besoins en hydratation, augmentant les risques de déshydratation. La combinaison de la déshydratation et de l'exposition à la chaleur contribue en outre à l'incidence des contractions prématurées et peut modifier le flux sanguin vers le placenta, entraînant des complications plus graves telles qu'un décollement placentaire et un retard de croissance fœtale.»

Ce n'est pas vraiment banal et montre - s'il est encore nécessaire - que la grossesse, pour merveilleuse qu'elle soit, mérite une attention particulière en lien avec le réchauffement climatique: trois situations gravissimes que sont l'hypertension avec son risque d'éclampsie, le décollement placentaire avec son risque d'hémorragie cataclysmique et la mort du bébé, et l'accouchement prématuré sont particulièrement préoccupantes. Les études publiées à ce jour mettent en évidence une augmentation de l'incidence en cas de pic de chaleur, mais n'arrivent pas à trancher si cela ne fait qu'aggraver des situations à risque ou si cela peut être la cause primaire de ces complications... mais le fait est là et les études se poursuivent.

Vous me direz: «Il suffit de mieux suivre les grossesses, prendre les mesures nécessaires et tout ira bien.» C'est peut-être vrai chez nous, mais plus compliqué par exemple dans le delta du Bengale: là, le réchauffement climatique fait monter le niveau de la mer, avec une érosion des côtes, et une salinisation des terres qui de-

viennent impropres à la culture. Ces changements environnementaux ont provoqué des déplacements de population à grande échelle, bouleversant les vies et soumettant à un stress énorme les systèmes de santé déjà fragiles de la région, mettant à mal la sécurité alimentaire. De nombreux villages deviennent pratiquement inaccessibles en période de mousson. Et des sources d'eau douce se salinisent, deviennent impropres à la boisson, sans parler du risque de contamination que cela représente avec son lot de diarrhées.

Une enquête faite en 2022 a mis en évidence que, dans ces conditions, presque la moitié des grossesses sont à risque, avec une possibilité d'intervenir moindre pour des questions d'isolement: il y a bien des tentatives portées par le gouvernement et des ONG (dont Terre des hommes Suisse) visant à former des intervenant-es en santé des communautés pour minimiser les risques et pour réaliser un certain nombre de gestes sur place; ces tentatives ont un certain succès et sont porteuses d'espérance pour ces populations «victimes collatérales» de notre monde consumériste que l'on ne sait plus comment stopper... (C'est comme la guerre, c'est rentable pour certains!)

Et pourtant, ce n'est pas une fatalité mais un choix politique!

\*pédiatre

<sup>1</sup> [meteosuisse.admin.ch/climat/changement-climatique.html](https://meteosuisse.admin.ch/climat/changement-climatique.html)

<sup>2</sup> [vd.ch/index.php?id=2021726#c2092772](https://vd.ch/index.php?id=2021726#c2092772): trop chaud, conseils à la population

<sup>3</sup> [onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/jmwh.1350](https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/jmwh.1350): The Impact of Extreme Heat Exposure on Pregnant People and Neonates: A State of the Science Review

AGORA

## Haut-Karabakh: et si la Suisse prenait enfin ses responsabilités?

**Caucase** ► Une motion parlementaire demande au Conseil fédéral d'organiser un forum international pour la paix au Haut-Karabakh. L'occasion pour la diplomatie helvétique de s'affirmer face à une offensive coordonnée qui vise à effacer l'héritage arménien du Caucase.

ALEXIS ROCHETTE KRİKORIAN (HYESTART)

Trois événements récents survenus dans cette région, passés largement inaperçus en Europe, révèlent une stratégie concertée. A travers la manipulation du patrimoine, la glorification de figures controversées et une alliance régionale ostentatoire, la Turquie, l'Azerbaïdjan et le Pakistan orchestrent un effacement progressif de l'héritage arménien au service d'un projet panturquiste assumé.

**Ani: quand la restauration devient effacement.**

A la frontière turco-arménienne, le site médiéval d'Ani, jadis capitale du royaume arménien des Bagratides et classé au patrimoine mondial de l'Unesco, fait l'objet d'une restauration controversée. Menée par Ankara sans consultation d'experts arméniens, elle transforme la présentation du lieu. La cathédrale d'Ani, joyau de l'architecture chrétienne orientale, est désormais présentée, avant tout, comme la «mosquée Fethiye» (Mosquée de la conquête) du nom donné sous l'occupation seldjoukide. Le terme «arménien» demeure absent des brochures touristiques. L'Unesco, restée silencieuse, est appelée à diligenter une enquête indépendante.

**Talaat Pacha: la provocation assumée.** Le 21 juin 2025, 28 députés turcs du parti Iyi, issu d'une scission du parti d'extrême droite MHP, ont proposé de rebaptiser le poste-frontière d'Alican entre la Turquie et l'Arménie du nom de Talaat Pacha, l'un des 3 architectes du génocide des Arméniens. Cette initiative témoigne d'un double langage de la part des autorités turques: alors que des intentions de «normalisation» sont affichées, l'une des figures clé de la politique négationniste d'Etat est honorée. Le maire d'Ankara a d'ailleurs inauguré un mémorial en son honneur le mois dernier. L'Institut Zoryan propose une alternative qui aurait valeur de réparation symbolique: nommer le poste frontière en hommage à Hrant Dink, journaliste arméno-turc assassiné en 2007 car il avait œuvré à une société turque plus inclusive.

**Stepanakert: une mise en scène triomphale.** Le 4 juillet 2025, à Stepanakert, l'ex-capitale du Haut-Karabakh vidée de sa population arménienne à la suite d'un blocus de dix mois dont la Cour pénale internationale (CPI) a dit qu'il était illégal, puis d'une offensive militaire azérie en septembre 2023, s'est tenu un sommet réunissant notamment les dirigeants turc, azerbaïdjanais et pakistanais. «Trois Etats, une seule nation», a proclamé Recep Tayyip Erdogan à l'issue du sommet. L'imagerie mobilisée à l'occasion par la presse proche du pouvoir (trois loups, symbole des ultranationalistes turcs) traduit les ambitions régionales. Cette mise en scène, qui se tient sur des ruines humaines et culturelles, marginalise l'Arménie et nie l'existence même de son patrimoine dans les territoires conquis.

**L'opportunité suisse.** Face à cette offensive, la Suisse dispose d'un levier unique. La motion parlementaire 24.4259, adoptée en 2024, invite le Conseil fédéral à organiser un forum international pour la paix, axé sur un dialogue entre l'Azerbaïdjan et les représentants des Arméniens du Haut-Karabakh. L'objectif est de favoriser un retour sûr et durable des populations déplacées par la force.

Cette initiative s'inscrit dans la tradition diplomatique helvétique de médiation. Alors que le silence de la communauté internationale alimente l'impunité régionale, la Confédération peut faire entendre une voix indépendante et légitime. Reste à convaincre le gouvernement de concrétiser cette motion dans un contexte dominé par les logiques de puissance.

L'enjeu dépasse le seul Caucase: c'est l'architecture du droit international qui est testée. La réponse de la Suisse déterminera si la diplomatie multilatérale peut encore faire barrage à l'effacement programmé des peuples minoritaires.